



**Appel à propositions d'articles
Revue Canadienne de Sciences Régionales**

**Numéro spécial :
Transition écologique des territoires et reprise industrielle :
opposition ou compatibilité ?**

Coordonné par

- Nadine LEVRATTO, CNRS, EconomiX, Université Paris Nanterre
- Fabien Nadou, EM Normandie Business School, Métis Lab

Dans un contexte global marqué par des transformations économiques, environnementales et sociales profondes, les enjeux liés à la transition écologique, numérique et énergétique redéfinissent les contours de l'industrie et influencent les dynamiques territoriales. Ces transitions s'imposent comme des défis complexes, pouvant stimuler l'innovation et la croissance, mais aussi fragiliser des secteurs établis et exacerber les inégalités territoriales.

Sur le plan académique, l'étude de cette transition permet d'explorer les dynamiques d'adaptation des industries face à la pression des réglementations environnementales, des attentes sociétales croissantes et des innovations technologiques. Ces transformations interrogent les modèles industriels traditionnels, notamment dans les secteurs énergivores comme la chimie, la métallurgie ou l'automobile. Elles offrent également une opportunité d'analyse des industries émergentes, comme celles liées aux énergies renouvelables, à l'économie circulaire ou à l'écoconception.

Ces questions se trouvent au croisement de l'économie industrielle de l'économie de l'environnement et la littérature a mis l'accent sur le rôle des territoires dans le rapprochement des politiques de soutien à l'industrie d'une part et les politiques de lutte contre le changement climatique ou en faveur de la protection de l'environnement d'autre part. Ainsi, les travaux sur la géographie de l'innovation et les systèmes régionaux (Cooke, 2001 ; Asheim, Grillitsch & Tripp, 2017) ont mis en évidence l'intérêt de territorialiser les transitions industrielles. Les recherches récentes sur les politiques industrielles vertes soulignent la nécessité d'articuler compétitivité, durabilité et inclusion (Aiginger & Rodrik, 2020 ; McCann & Ortega-Argilés, 2021). Enfin, les analyses centrées sur la résilience territoriale insistent sur la capacité

différenciée des régions à s'adapter aux chocs globaux et aux mutations productives (Martin & Sunley, 2015 ; Boschma, 2015). En dépit de leurs ancrages théoriques différents, ces approches ont en commun de souligner l'importance des dispositifs publics, régionaux ou locaux, pour accompagner la reconversion et orienter les investissements (Aiginger & Rodrik, 2020 ; Bugge et al., 2016).

Les politiques industrielles territoriales (voir le numéro spécial de la Revue d'Economie Industrielle, 2023, sur ce sujet) jouent un rôle clé dans ce processus. Elles influencent la capacité des régions à attirer des investissements verts, à soutenir la reconversion des entreprises locales et à accompagner les mutations des bassins d'emploi. L'interaction entre échelles globale, nationale et locale est particulièrement riche à étudier car elle met en lumière les tensions entre impératifs économiques, sociaux et environnementaux, tout en révélant des inégalités territoriales face aux opportunités et aux contraintes de la transition. C'est pourquoi aborder la question de la relation entre développement industriel et préservation de l'environnement offre aussi un cadre pour analyser les disparités géographiques dans l'adoption des politiques de transition, ainsi que leurs impacts sur la compétitivité des territoires. Il invite à interroger les conditions nécessaires à une transition réussie, notamment en termes de coopération entre acteurs publics et privés, de mobilisation des financements, et de diffusion des savoir-faire.

Ce numéro spécial propose de mettre au centre de la réflexion la manière dont les territoires, et en particulier les régions industrielles, négocient leurs transitions. L'objectif est d'analyser les processus d'adaptation des systèmes productifs, les réponses différenciées selon les contextes locaux et nationaux, ainsi que les tensions entre les impératifs de compétitivité économique, de justice sociale et de soutenabilité environnementale. Dans cette perspective, les contributions attendues pourront interroger i) le rôle des politiques publiques (nationales, régionales et locales) dans l'accompagnement de la transition et la structuration des écosystèmes industriels ; ii) la capacité des territoires à mobiliser les ressources humaines, financières et institutionnelles nécessaires pour réussir une double transformation industrielle et écologique ; iii) les effets différenciés des transitions sur les bassins d'emploi et les communautés locales, notamment en termes de reconversion, de formation et d'acceptabilité sociale.

Les axes thématiques proposés sont les suivants (liste non exhaustive) :

- Zéro artificialisation nette et protection des sols, contraintes ou vecteurs d'innovation dans l'industrie
- Transition énergétique et écologique et reconfiguration des industries :
- Les transitions comme enjeux globaux et locaux : études de cas
- Émergence de nouveaux modèles industriels et éco-innovations
- Transition énergétique et reconversion des territoires industriels
- Inégalités territoriales et transition industrielle
- Travail, emploi et compétences dans une industrie verte
- Acceptabilité sociale et industrielle des transitions écologiques

Les propositions attendues, **en français ou en anglais**, peuvent recourir à différentes méthodes (modèles théoriques, analyses économétriques, approches qualitatives, études de cas) pour comprendre si et comment la transition écologique peut constituer un moteur de

réindustrialisation durable ou si, au contraire, elle risque de renforcer les fragilités déjà existantes dans certains territoires.

Modalités de soumission :

Les articles complets doivent être envoyés en format Word et PDF ; deux versions sont attendues, une version nommée et une autre anonymisée, avant le 1^{er} mars 2026 directement à nadine.levratto@cnrs.fr et fnadou@em-normandie.fr. Chaque manuscrit sera examiné en double aveugle et fera l'objet d'un rapport d'évaluation.

Calendrier prévisionnel

- 1^{er} avril 2026 : date limite de soumission par les auteurs des articles complets
- 30 juin 2026 : retour des évaluations aux auteurs
- 1^{er} octobre 2026 : date de re-soumission des articles corrigés par les auteurs
- 1^{er} février 2027 : publication prévue du numéro spécial